

NoamChomsky

L'armement américain avancé en Ukraine maintient le champ de bataille dans l'impasse

- Truthout -

Cela fait maintenant plus de 300 jours que la Russie a envahi l'Ukraine, et le conflit s'est intensifié au lieu de s'apaiser, les dirigeants ukrainiens exprimant la crainte d'attaques massives d'infanterie imminentes de la part de la Russie et le secrétaire d'État américain Antony J. Blinken annonçant cette semaine que les États-Unis enverront à l'Ukraine 1,8 milliard de dollars d'aide militaire, dont une batterie de missiles Patriot. Le 21 décembre, en accueillant le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy à la Maison Blanche et en considérant son appel à près de 50 milliards de dollars d'aide supplémentaire pour l'Ukraine, le président américain Joe Biden a clairement exprimé son intention de continuer à envoyer des armes à l'Ukraine jusqu'à ce que la Russie soit vaincue sur le champ de bataille, en déclarant : "Le peuple américain a été avec vous à chaque étape du chemin, et nous resterons avec vous." Comme Noam Chomsky y fait allusion dans l'interview exclusive qui suit pour Truthout, ceux qui sont poussés à voir la Russie disparaître de la carte du monde en tant que grande puissance semblent déterminés à faire en sorte que la guerre continue, quelles que soient les conséquences pour les Ukrainiens et les Russes. En effet, on peut se demander si la guerre froide a jamais pris fin.

C. J. Polychroniou : Noam, avec chaque mois qui passe, le conflit en Ukraine semble beaucoup plus sombre. Les États-Unis et l'UE sont désormais profondément impliqués dans la guerre, et Biden s'est déjà engagé à soutenir l'Ukraine "aussi longtemps qu'il le faudra" pour vaincre la Russie sur le champ de bataille. Entre-temps, Zelenskyy a formulé de nouvelles demandes de paix, mais elles ont été rapidement rejetées par Moscou avec l'argument que Kyev doit tenir compte de la réalité actuelle. Existe-t-il des analogies historiques qui pourraient être utiles pour voir comment cette guerre pourrait éventuellement se terminer ?

Noam Chomsky : Il n'y a que trop d'analogies : L'Afghanistan, le Yémen, la Libye, Gaza, l'Est du Congo, la Somalie - pour ne citer que les horreurs en cours où les États-Unis et leurs alliés ont un rôle primordial ou du moins substantiel dans leur perpétration et leur maintien. De tels exemples ne sont toutefois pas pertinents pour discuter de l'Ukraine dans les cercles polis. Ils souffrent du sophisme de la mauvaise agence : nous, pas eux. Il s'agit donc d'une intention bénigne qui a mal tourné et non de la réincarnation d'Hitler. Comme il s'agit d'une vérité a priori, elle n'est pas plus sujette à discussion que $2+2 = 4$.

Les analogues offrent quelques suggestions malheureuses sur la façon dont cette guerre pourrait éventuellement se terminer : en ne se terminant que lorsque la dévastation sera si extrême que nous ne voudrions plus y penser. Cela semble malheureusement plus que probable chaque jour qui passe.

Je ne revendique aucune expertise militaire. Je suis des analystes militaires, et je trouve que la plupart d'entre eux sont extrêmement confiants, avec des conclusions opposées - ce qui n'est pas la première fois. Je soupçonne que le général Milley, ancien président des chefs d'état-major interarmées, a probablement raison de conclure qu'aucun des deux camps ne peut remporter une victoire militaire décisive et que le coût de la poursuite de la guerre est énorme pour les deux parties, avec de nombreuses répercussions au-delà.

Si la guerre se poursuit, l'Ukraine en sera la première victime. Les armes américaines de

pointe peuvent maintenir une impasse sur le champ de bataille alors que la Russie déverse davantage de troupes et d'équipements, mais combien la société ukrainienne peut-elle tolérer maintenant que la Russie, après de nombreux mois, s'est tournée vers le style de guerre américano-britannique, attaquant directement l'infrastructure, l'énergie, les communications, tout ce qui permet à la société de fonctionner ? L'Ukraine est déjà confrontée à une crise économique et humanitaire majeure. Alors que la guerre persiste, les responsables de la banque centrale ukrainienne craignent que "les gens ne fuient l'Ukraine en masse, emportant leur argent avec eux, ce qui pourrait faire s'effondrer la monnaie nationale lorsqu'ils chercheront à échanger leur hryvnia ukrainienne contre des euros ou des dollars."

Heureusement, les Ukrainiens de souche qui fuient ont des chances d'être acceptés en Occident. Ils sont considérés comme (presque) blancs, contrairement à ceux qui ont été laissés à se noyer par milliers dans la Méditerranée alors qu'ils fuyaient la destruction de l'Afrique par l'Europe, ou qui ont été renvoyés de force dans des États terroristes soutenus par les États-Unis. Bien que de nombreuses personnes puissent fuir, en l'état actuel des choses, la destruction d'une société viable en Ukraine est susceptible de poursuivre son chemin macabre.

L'Occident ne parle pratiquement que d'armes nucléaires, même s'il est trop facile de penser à des étapes de l'escalade. Les propos désinvoltes sur la guerre nucléaire aux États-Unis sont choquants et désastreux.

Il en va de même pour la phrase désormais standard sur une lutte cosmique entre la démocratie et l'autocratie, qui suscite le ridicule en dehors des cercles éduqués occidentaux. Ailleurs, les gens sont capables de regarder les faits flagrants de l'histoire passée et actuelle et ne sont pas si profondément immergés dans des fabrications doctrinales qu'ils en deviennent aveugles.

Il en va de même pour les récits concoctés par la propagande occidentale sur les plans de Poutine pour conquérir l'Europe, voire au-delà, suscitant des craintes qui coexistent facilement avec la jubilation devant la démonstration de l'incompétence militaire de la Russie et de son incapacité à conquérir des villes situées à quelques kilomètres de ses frontières. Orwell appelait cela la "double pensée" : la capacité de garder à l'esprit deux idées contradictoires et de les croire fermement toutes les deux. La double pensée occidentale est renforcée par l'industrie de la lecture des feuilles de thé qui cherche à pénétrer l'esprit tordu de Poutine, en discernant toutes sortes de perversités et de grandes ambitions. Cette industrie renverse les découvertes de George W. Bush lorsqu'il a regardé dans les yeux de Poutine, a vu son âme et a reconnu qu'elle était bonne. Et c'est à peu près aussi bien fondé que les découvertes de Bush.

Mais la réalité ne disparaît pas. Outre la destruction de l'Ukraine, la possibilité d'une guerre nucléaire ne cesse de croître. Des millions de personnes risquent de mourir de faim en raison de l'interruption des expéditions de céréales et d'engrais en provenance de la région de la mer Noire. Des ressources précieuses, dont nous avons désespérément besoin pour éviter une catastrophe climatique, sont gaspillées dans la destruction et dans la préparation de nouvelles catastrophes. L'Europe est malmenée, sa relation complémentaire très naturelle avec la Russie est rompue, et les liens avec le système émergent basé sur la Chine sont également mis à mal. La question de savoir si l'Europe - en particulier le système industriel basé sur l'Allemagne - acceptera de décliner en se subordonnant à Washington reste ouverte, un sujet d'une grande importance.

Cette perspective va au-delà de la relation Ukraine-Russie. La déclaration de guerre virtuelle de Biden contre la Chine, avec des sanctions contre les exportations vers la Chine de technologies qui utilisent des composants ou des modèles américains, frappe durement l'industrie européenne, en particulier l'industrie de pointe de la fabrication de puces aux Pays-Bas. Jusqu'à présent, il n'est pas certain que l'industrie européenne soit prête à payer les coûts

de l'effort américain pour empêcher le développement économique de la Chine - encadré, comme d'habitude, en termes de sécurité nationale, mais seuls les partisans les plus loyaux peuvent prendre cette affirmation au sérieux.

Pendant ce temps, les États-Unis gagnent énormément à de multiples égards : géopolitiquement, par la décision autodestructrice de Poutine de mettre l'Europe dans la poche de Washington en ignorant les possibilités très réelles d'éviter une agression criminelle, mais aussi d'autres manières. Ce n'est pas, bien sûr, la population américaine qui est gagnante. Ce sont plutôt les responsables : les industries des combustibles fossiles, les institutions financières qui y investissent, les producteurs militaires, les semi-monopoles de l'agroalimentaire et les maîtres de l'économie en général, qui peuvent à peine contrôler leur euphorie face à des bénéfices gonflés (qui alimentent l'inflation avec des majorations) et à de grandes perspectives de passer à la destruction plus rapide de la société humaine sur terre.

Il est facile de comprendre pourquoi la quasi-totalité du monde appelle à des négociations et à un règlement diplomatique, y compris la plupart des pays européens, comme l'indiquent les sondages. Les Ukrainiens décideront eux-mêmes. Quant à savoir ce qu'ils préfèrent, nous avons des déclarations claires du gouvernement, mais nous en savons peu sur la population en général. Le très estimé correspondant Jonathan Steele attire notre attention sur un sondage téléphonique Gallup réalisé en septembre auprès des Ukrainiens. Il en ressort que "Bien que 76 % des hommes souhaitent que la guerre se poursuive jusqu'à ce que la Russie soit contrainte de quitter tous les territoires occupés, y compris la Crimée, et que 64 % des femmes soient du même avis, le reste - un nombre substantiel de personnes - souhaite des négociations." L'analyse régionale a montré que "dans les zones les plus proches des lignes de front, où l'horreur de la guerre est ressentie le plus vivement, les gens doutent de la sagesse de se battre jusqu'à la victoire. Seuls 58 % y sont favorables dans le sud de l'Ukraine. Dans l'est, le chiffre n'est que de 56 %."

Existe-t-il des possibilités de diplomatie ? Les États-Unis et le Royaume-Uni, les deux États traditionnellement guerriers, insistent toujours sur le fait que la guerre doit être menée pour affaiblir gravement la Russie, d'où l'absence de négociations, mais même dans leurs cercles intérieurs, on constate un certain assouplissement à cet égard.

Pour l'instant, les positions des deux adversaires semblent irréconciliables, s'étant durcies de manière prévisible au fur et à mesure de l'escalade des hostilités. Nous ne savons pas s'il est possible de revenir aux positions de mars dernier, lorsque, selon des sources ukrainiennes de gauche, "l'Ukraine avait annoncé publiquement des propositions à la réunion d'Istanbul du 29 mars, qui comprenaient le retrait des troupes russes jusqu'à la ligne du 23 février et le report des discussions sur la Crimée et le Donbas. Dans le même temps, la partie ukrainienne a insisté sur le fait que tous les différends devaient être résolus par des référendums transparents organisés sous la supervision d'observateurs internationaux et après le retour de toutes les personnes déplacées de force."

Les négociations d'Istanbul ont échoué. La source que nous venons de citer en attribue la responsabilité à la Russie. On sait peu de choses, tant la couverture des efforts diplomatiques est maigre. En particulier, nous ne savons pas si l'opposition de la Grande-Bretagne aux négociations, apparemment soutenue par les États-Unis, a joué un rôle dans cet échec. La seule façon de le savoir est de faciliter les efforts pour essayer.

Nous pouvons au moins lever les obstacles à la diplomatie que les États-Unis ont placés, sujets que nous avons examinés en détail. Et nous pouvons essayer d'encourager une discussion ouverte sur ces sujets, sans crises de colère ni postures héroïques sur les grands principes qui ignorent les faits et les conséquences humaines.

Les écueils et les dangers sont nombreux, mais il est difficile de voir quelle autre voie pourrait sauver l'Ukraine, et bien au-delà, de la catastrophe.

Le chancelier allemand Scholz a décrit la guerre en Ukraine comme une tentative stratégique de Vladimir Poutine de recréer l'empire russe et a déclaré que les relations avec Moscou seraient rétablies une fois le conflit terminé et la Russie vaincue. Y a-t-il des preuves que le régime de Poutine est intéressé à faire revivre l'empire russe ? Et que se passera-t-il si la Russie n'est pas vaincue sur le champ de bataille ? L'Europe sera-t-elle entraînée dans une nouvelle guerre froide ? En effet, le conflit entre les États-Unis, l'OTAN et la Russie au sujet de l'Ukraine prouve-t-il que la guerre froide n'a peut-être jamais pris fin ?

Scholz est certainement mieux informé. Quoi que l'on pense des objectifs de guerre russes, ils étaient explicites et beaucoup plus restreints, et Scholz, qui est bien informé, ne peut manquer de le savoir.

L'industrie de la lecture des feuilles de thé s'est emparée de commentaires occasionnels de Poutine, généralement sortis de leur contexte, pour évoquer les images effrayantes d'une Russie en marche. Cela exige une impressionnante subordination à la double pensée, telle qu'elle vient d'être décrite.

La guerre froide a brièvement pris fin lorsque l'Union soviétique s'est effondrée. Les négociations Gorbatchev-Bush I, soutenues par l'Allemagne, ont fourni une base pour échapper à son héritage. Les espoirs n'ont pas survécu longtemps.

Nous ne devons pas négliger le fait que la fin de la guerre froide a également dissipé les nuages idéologiques - brièvement. Des documents gouvernementaux ont reconnu, indirectement, que la guerre froide était en grande partie un accord tacite entre les superpuissances permettant à chacune d'entre elles d'utiliser la violence si nécessaire pour contrôler ses propres domaines : pour la Russie, l'Europe de l'Est ; pour les États-Unis, une grande partie du monde. Ainsi, l'administration Bush I a officiellement reconnu que nous devons maintenir des forces d'intervention dirigées vers le Moyen-Orient, où les graves problèmes "ne pouvaient pas être mis sur le compte du Kremlin", contrairement à des décennies de tergiversations. Il s'agissait plutôt de la menace habituelle : le nationalisme indépendant. Cela n'a pas changé, si ce n'est la nécessité de concevoir de nouveaux prétextes, les hordes russes menaçantes s'étant évaporées : L'"intervention humanitaire" et autres concoctions, encensées chez nous et amèrement dénoncées par le Sud, les victimes traditionnelles. Tout cela est examiné en détail ailleurs.

La guerre froide officielle a brièvement pris fin. Bush I a tenu ses promesses à Gorbatchev, mais Clinton les a presque immédiatement annulées, en lançant l'expansion de l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie, en violation de promesses fermes et sans ambiguïté. Il l'a fait pour des raisons de politique intérieure (le vote polonais, etc.), comme il l'a expliqué à son ami Boris Eltsine. Il ne devrait pas être nécessaire de revenir sur le reste de cette histoire sordide jusqu'à aujourd'hui. L'espoir d'une "maison européenne commune" sans alliances militaires - la vision de Gorbatchev, tolérée par Bush I - a été sapé par Clinton, et une forme de guerre froide s'est alors développée, devenant aujourd'hui extrêmement dangereuse.

L'ancienne chancelière allemande Angela Merkel a tenu des propos révélateurs dans une interview accordée au journal Die Zeit. Elle a déclaré que les accords de Minsk de 2014 étaient destinés à "donner du temps à l'Ukraine" pour rendre le pays plus fort, admettant ainsi que Kyev n'allait pas mettre en œuvre l'accord de paix et que le plan était d'armer l'Ukraine pour un conflit à grande échelle avec la Russie. S'agit-il d'un cas de fraude diplomatique ? Dans l'affirmative, est-ce une demande légitime pour lancer un tribunal international ?

Nous ne savons pas ce que Merkel avait à l'esprit. Mais nous savons que ses affirmations ne reposent sur aucune base historique ou diplomatique. Je suis enclin à être d'accord avec le commentateur avisé qui poste sous le nom de "Moon of Alabama". Il souligne que "Merkel

fait l'objet de critiques très sévères non seulement aux États-Unis, mais aussi dans son propre parti conservateur. Elle cherche maintenant à justifier ses décisions antérieures ainsi que les mauvais résultats actuels en Ukraine. Mon intuition me dit qu'elle invente des choses. Malheureusement, elle crée aussi de sérieux dégâts".

Il procède à une analyse serrée des textes pour justifier cette conclusion, qui est la plus plausible que j'ai vue. Je ne pense pas qu'il y ait matière à créer un tribunal international. Il est plus probable qu'il s'agisse simplement d'une personnalité politique cherchant à se justifier dans un climat hautement toxique.

Depuis environ deux mois, la Russie lance des attaques massives contre les infrastructures énergétiques de l'Ukraine. Quel est l'intérêt stratégique de ces opérations militaires hideuses, qui doivent certainement être qualifiées de crimes de guerre ? Et quelles pourraient être les implications des frappes ukrainiennes à l'intérieur de la Russie dans la mesure où les efforts diplomatiques pour mettre fin à la guerre sont concernés ?

Comme nous l'avons déjà dit, les stratèges américains et britanniques s'attendaient à ce que Poutine occupe Kyev en quelques jours, comme la Russie l'a fait aussi, semble-t-il. Des plans ont été signalés pour mettre en place un gouvernement ukrainien en exil. Les deux parties ont gravement sous-estimé la volonté et la capacité de l'Ukraine à résister à l'agression, et ont radicalement surestimé la puissance militaire russe. Les analystes militaires américains et britanniques ont également exprimé leur surprise de voir que la Russie ne lançait pas son type de guerre, avec un recours immédiat aux "types hideux d'opérations militaires" que vous mentionnez. Il n'était pas difficile de prédire, comme nous l'avons fait au fil des mois, que tôt ou tard, la Russie aurait recours à la tactique américano-britannique-israélienne : Détruire rapidement tout ce qui permet à une société viable de subsister. C'est ce qu'ils font maintenant, suscitant une horreur justifiée parmi les gens honnêtes - rejoints par ceux qui mettent en œuvre ou justifient ces tactiques avec la "bonne agence" : nous. L'incitation stratégique est assez claire, surtout après les revers de la Russie sur le champ de bataille : Détruire l'économie et la volonté de résister. Tout cela nous est familier.

Il s'agit bien de crimes de guerre, que ce soit en Irak, à Gaza ou en Ukraine.

Il n'est pas surprenant que l'Ukraine cherche à riposter à la Russie. Jusqu'à présent, le gouvernement américain, apparemment sur les conseils du Pentagone, cherche à limiter ces réactions, ne partageant pas la volonté de voir le monde s'embraser exprimée par de nombreux commentateurs dans le contexte de folie actuel.

Les choses pourraient facilement mal tourner. Un nouveau rebondissement est que les États-Unis prévoient d'envoyer des systèmes antimissiles Patriot en Ukraine. La question de savoir s'ils fonctionnent reste ouverte. Ils nécessitent une cohorte militaire importante, environ 80 personnes je pense, qui comprendra vraisemblablement des formateurs américains. Qu'ils fonctionnent ou non, ils constituent une cible naturelle pour une attaque russe, même pendant l'installation. Que faire alors ?

Toute escalade est très dangereuse en soi et ne peut qu'entraver les chances, qui s'amenuisent, d'efforts diplomatiques pour éviter une catastrophe plus grave.

Traduit avec www.DeepL.com/Translator